

# Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

*Date de la contribution : 26/09/2024*

## Introduction

### 3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

**Question 1 :** Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

Le médiateur national de l'énergie (« MNE ») partage l'analyse de la Commission de régulation de l'énergie (« CRE ») sur l'intérêt d'une telle méthode de construction pour préserver l'attractivité de l'option heures pleines / heures creuses (« HPHC »), tout en reflétant au plus juste la structure des prix de gros et les fondamentaux économiques du système électrique français.

Il comprend toutefois que cette méthode, en fixant le niveau des prix de l'option base à partir de la consommation moyenne des clients base en heures creuses, ferait augmenter les prix de l'option base. Cette évolution serait significative puisque d'après les projections citées « 50% des consommateurs en option base du TRVE seraient incités à rejoindre l'option HPHC construite sur option cible » (3.2.2).

Le MNE s'interroge sur les conséquences d'une telle évolution pour les consommateurs en option base qui n'ont pas la possibilité de déporter la plupart de leurs usages. Comme le relève la CRE en 3.1, si « une grande partie des consommateurs actuellement en base (...) seraient en mesure de répondre facilement à un signal tarifaire HPHC », « les consommateurs base avec les plus petites puissances n'ont pas cette capacité ». En 3.4.3, elle admet également « qu'ils n'ont pas tous la possibilité d'adapter leurs comportements ».

Ils sont en effet nombreux à ne pas pouvoir déplacer significativement leurs consommations d'électricité. Concernant les nombreux consommateurs résidentiels disposant d'un système collectif de production d'eau chaude et de chauffage, qui n'ont pas la possibilité de convertir ces usages à l'électricité (comme dans la plupart des immeubles), l'intérêt de passer en HPHC resterait limité voire nul, tant pour le système électrique que pour la réduction de leurs factures.

Dès lors, deux situations sont à craindre :

- Le consommateur incité qui rejoindrait l'option HPHC pourrait voir sa facture augmenter, soit qu'il ne puisse déplacer ses consommations qu'à la marge, soit que son intérêt financier à le faire soit limité ;
- Le consommateur en base qui ne serait ni incité ni « meilleur que la moyenne » (3.2.4) aurait intérêt à conserver son option tarifaire, laquelle serait renchérie très significativement.

Cette méthode aurait donc pour conséquence une pénalisation financière des consommateurs en option Base.

Il est à noter que, si cette méthode de calcul était retenue pour 2026, 50% des consommateurs actuellement en Base devraient avoir intérêt à passer en HP/HC. Il serait donc indispensable de rappeler aux fournisseurs d'électricité leur devoir de conseil en cours de contrat, afin qu'ils incitent les consommateurs concernés à changer d'option tarifaire.

**Question 2 :** Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

Le MNE considère que cette méthode, plus que celle « d'empilement par option cible », paraît simple et traduit clairement l'objectif de proposer un ratio d'équilibre permettant de préserver l'attractivité de l'option HPHC.

Si elle suppose un rehaussement « artificiel » des prix de l'option base et une diminution concomitante du prix des heures creuses et/ou des heures pleines, elle semble toutefois être plus souple et moins pénalisante que la méthode d'« empilement par option cible » pour les consommateurs qui peuvent difficilement déporter leurs usages de l'électricité.

**Question 3 :** A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

**A- Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ?**

Le MNE est favorable à cette proposition pour 2025, dans un objectif de stabilité.

**B- Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?**

Sans se prononcer sur le fond et à la suite de ses réponses aux deux premières questions, le MNE souhaite attirer l'attention de la CRE sur :

- Le besoin de ne pas pénaliser les consommateurs titulaire d'un contrat au tarif base avec une puissance de 3 ou 6 kVA, une majorité d'entre eux n'ayant pas la possibilité, quand bien même ils le souhaiteraient, de déplacer leurs consommations.
- Pour ces mêmes faibles puissances, la nécessité de prévoir une incitation financière significative, de sorte que les consommateurs soient réellement incités à adapter leurs comportements et ne souscrivent pas à cette option simplement parce qu'ils y semblent éligibles.

En état de cause, le MNE juge pertinent de mener l'évolution discutée concomitamment avec l'expérimentation proposée en 3.4.3 (question 10), pour pouvoir proposer une nouvelle option tarifaire avec des prix moins élevés aux plus petites puissances qui n'auraient pas d'intérêt à passer en HPHC, tout en exploitant ce potentiel de flexibilité.

**Question 4 :** Partagez -vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Le MNE partage cette analyse.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Le MNE est favorable à cette proposition.

**Question 6 :** En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Favorable

Commentaire :

Le MNE est favorable à cette proposition.

**Question 8 :** Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances

souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

Le MNE est favorable à cette proposition.

**Question 9 :** En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable

Commentaire :

Le MNE est favorable au principe de cette proposition, qui répond à certaines des interrogations qu'il partage dans ses réponses aux questions 1 et 3. Dès lors, cette nouvelle option offrirait aux consommateurs souscrivant une puissance de 3 et 6 kVA les possibilités de contribuer à la flexibilité du système électrique et de voir leurs factures réduites, même dans des proportions limitées.

Il souhaite toutefois attirer l'attention de la CRE sur le fait qu'une offre « Base » est une offre dont le prix est le même toute la journée<sup>[1]</sup>. Ici, il s'agit d'une nouvelle option tarifaire, qui devra veiller à être suffisamment distinguée des autres options des TRVE.

Le MNE est favorable à en faire une nouvelle option autonome, qui pourrait s'intituler « Effacement heures de pointe ».

---

<sup>[1]</sup> Actuellement, certains fournisseurs proposent des offres « Base » mais avec des prix différents selon l'heure de la journée car ils refacturent le tarif d'acheminement « 4 cadrans ». Le MNE se demande si ce type d'offres peut être qualifié d'option « Base ».

**Question 11 :** Voyez-vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

Certains fournisseurs, proposent un système de « cagnotte » visant à récompenser les économies d'énergie (TOTAL ENERGIES, OCTOPUS ENERGY, ENGIE notamment).

Le MNE juge cette proposition commerciale intéressante pour le système électrique, en ce qu'elle valorise les actions de sobriété qui sont attendues des français, particulièrement en hiver pendant les périodes les plus tendues. Elle présente l'avantage de récompenser ces économies d'énergies, plutôt que de « punir » ceux qui n'y parviennent pas ou n'en ont pas la possibilité par des prix prohibitifs.

Par ailleurs, le MNE est favorable à une évolution des plages horaires d'heures creuses, afin de tenir compte des évolutions des usages de l'électricité et du système électrique. Une distinction des plages horaires possibles en fonction des saisons, envisagée par la CRE, devrait être mise en œuvre. La suppression du déclenchement des ballons d'eau chaude pendant les heures méridiennes pendant les hivers 2022/2023 et 2023/2024 a d'ailleurs démontré l'intérêt de la flexibilité des heures creuses.

**Question 12 :** Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

Le MNE est favorable à la mise en place d'une nouvelle option tarifaire « Effacement heures de pointe », telle que présentée en question 10, sous-réserve des résultats de l'expérimentation.

Il considère que cela ne devrait pas remplacer l'option « Base » mais constituer, le cas échéant, une nouvelle option tarifaire.

## 4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

**Question 13 :** Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

**Question 15 :** Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

**Question 16 :** Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

**Question 17 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

**Question 18 :** Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

**Question 19 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

**Question 20 :** Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

## 5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

**Question 21 :** Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Le MNE est favorable à cette proposition, qui participerait d'une plus grande lisibilité des prix de l'électricité pour le consommateur.

Si cette date était retenue, la seconde évolution annuelle, qui a lieu actuellement le 1<sup>er</sup> août pourrait être déplacée au 1<sup>er</sup> juillet pour qu'il y ait une évolution tous les 6 mois. Il conviendrait alors que les mouvements tarifaires du TURPE soient avancés au 1<sup>er</sup> juillet au lieu du 1<sup>er</sup> août actuellement.

**Question 22 :** Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid -ask lors de la participation aux marchés de gros ?

**Question 23 :** La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

**Question 24 :** Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

**Question 25 :** Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

**Question 26 :** Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

**Question 27 :** A l'issue de la crise énergétique considérez -vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez -vous ?

**Question 28 :** Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

**Question 29 :** Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

**Question 30 :** A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?